



CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES

ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

**Prestation de services d'agence de voyage liés aux
déplacements professionnels et de services associés pour
Toulouse INP**

2025SERV000005

Toulouse INP
6 allée Emile Monso
BP 34038
31029 TOULOUSE CEDEX 4

Table des matières

Article 1 – Dispositions générales du contrat	4
1.1 – Objet du contrat	4
1.2 – Décomposition du contrat	4
1.3 – Type d'accord-cadre	4
1.4 – Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire	4
1.5 – Tranche optionnelle	5
1.6 – Conditions d'attribution des bons de commande	5
Article 2 – Pièces contractuelles	6
Article 3 – Confidentialité et mesures de sécurité	6
Article 4 – Durée du contrat	7
4.1 – Durée du contrat	7
4.2 – Reconduction	7
Article 5 – Délais d'exécution	7
Article 6 – Prix	8
6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués	8
6.2 – Modalités de variation des prix	8
6.2.1 – Variation des frais d'agence et des prix des assurances et autres services	8
6.2.2 – Variation des prix relatifs à la plateforme de réservation en ligne et à la dématérialisation des flux	9
6.3 – Clause de sauvegarde	9
6.4 – Offres promotionnelles	9
Article 7 – Garanties financières	9
Article 8 – Avance	10
8.1 – Conditions de versement et de remboursement	10
8.2 – Garanties financières de l'avance	10
Article 9 – Modalités de règlement des comptes	10
9.1 – Présentation des demandes de paiement	10
9.2 – Avoirs	11
9.3 – Paiement des relevés d'opérations périodiques (ROP) et des taux d'intérêts moratoires	12
Article 10 – Conditions d'exécution des prestations	12
Article 11 – Constatation de l'exécution des prestations	13
11.1 – Constatation de l'exécution des prestations liées à la plateforme de réservation en ligne	13
11.2 – Constatation de l'exécution des autres prestations objet du marché	14
Article 12 – Garantie des prestations	14
Article 13 – Maintenance de la plateforme de réservation en ligne	14

Article 14 – Pénalités	15
14.1 – Pénalités pour retard dans la mise en place de la plateforme de réservation en ligne.....	15
14.2 – Autres pénalités pour retard d’exécution des prestations	15
14.3 – Pénalités pour dysfonctionnement de la plateforme de réservation en ligne	16
14.4 – Pénalités pour non respect des délais de gestion des litiges	17
14.5 – Pénalités pour non-respect de l’obligation de proposer le tarif le plus bas	17
14.6 – Pénalité pour travail dissimulé	17
Article 15 – Assurances.....	17
Article 16 – Résiliation du contrat.....	18
16.1 – Conditions de résiliation.....	18
16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire.....	18
Article 17 – Règlement des litiges et langues	18
Article 18 – Dérogations	19

Article 1 – Dispositions générales du contrat

1.1 – Objet du contrat

Les stipulations du présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) concernent :

Une prestation de services d'agence de voyage liés aux déplacements professionnels et de services associés pour Toulouse INP.

1.2 – Allotissement

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

1.3 – Type d'accord-cadre

L'accord-cadre sans minimum et avec maximum est passé en application des articles L2125-1 1°, R2162-1 à R2162-6, R2162-13 et R2162-14 du Code de la commande publique. La volumétrie des données par nature de dépenses des déplacements est donnée à titre indicatif dans l'annexe 2 du CCTP.

Le montant maximum annuel est fixé comme suit :

Montant en € HT pour 2 ans	
Estimé (non contractuel)	2 200 000 € HT
Maximum	3 000 000 € HT

L'accord-cadre, qui fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, donnera lieu à l'émission de bons de commande, émis au fur et à mesure des besoins de l'établissement.

Dans le cadre des bons de commandes pour des prestations liées aux outils (implémentation, commande d'un module etc...), le bon de commande pourra préciser les conditions techniques ou administratives particulières du CCAP/CCTP.

1.4 –Prestation supplémentaire éventuelle obligatoire

Une prestation supplémentaire obligatoire est prévue :

Le titulaire met à disposition sur sa plateforme en ligne un espace dédié à Toulouse INP, permettant de télécharger, durant les trois années suivante la date de fin du marché public, les documents suivants :

- L'ensemble des factures individuelles de voyage justifiant des dates de début et de fin de mission et leur prix.

1.5 – Tranche optionnelle

Le marché comporte la tranche optionnelle suivante :

- La fourniture d'un outil de confection des états de frais de mission dématérialisés à partir des données de mission détenues par le titulaire et des informations complémentaires des missionnaires.

Cette tranche optionnelle sera affermée par décision expresse du maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché public sera informé au minimum 15 jours calendaires avant la prise d'effet de la décision d'affermissement.

1.6 – Conditions d'attribution des bons de commande

Les bons de commande pourront être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Dans le cadre d'une commande en ligne (online, cf. point 2.5.3 du CCTP), la réception électronique de la commande par le titulaire, via une connexion sécurisée et assortie des données de facturation (n° de bon de commande au format convenu, code service etc...), vaut notification de la commande et engagement de l'administration.

Dans le cadre d'une commande en offline (cf. 2.5.2 du CCTP), la réception d'une validation explicite et écrite (par mail) de la part d'un agent de Toulouse INP et assortie des données de facturation (dont n° de bon de commande au format convenu, code service etc...), vaut notification de la commande et engagement de l'administration.

Pour les commandes de prestations hors billetterie (implémentation, formation...) les bons de commande seront transmis par voie électronique et comportent notamment les renseignements suivants :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- la date et le numéro du marché ;
- la nature et la description des prestations à réaliser ;
- les délais d'exécution (date de début et date de fin) et la durée de la prestation en jours ouvrés ;
- l'identification complète du service ou de la composante émettrice du bon de commande (nom, adresse, téléphone) ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la quantité commandée ;
- le prix de la prestation ;
- les frais d'agence ;
- le taux ou le montant de la TVA ;
- le montant TTC ;

- le lieu de livraison et le service destinataire ;
- les coordonnées de la personne à contacter avant la livraison ;
- le délai de livraison.

En cas de discordance entre les prix figurant sur le bon de commande et les prix figurant dans l'offre du titulaire, le titulaire est tenu d'en informer le service émetteur de la commande et de ne pas donner suite à la commande en cas de non réponse de celui-ci dans les 48 heures.

L'administration se réserve le droit de résilier par écrit sa commande, notamment en cas de non-respect par le titulaire de ses délais de livraison ou en cas de défaillance constatée lors de son exécution. Dans ces deux cas, le titulaire perd son droit d'exclusivité pour ce besoin.

Article 2 – Pièces contractuelles

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP)
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses annexes
- Le bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le planning définitif
- L'annexe RGPD
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- Le cadre de réponse technique
- L'offre technique du titulaire

Article 3 – Confidentialité et mesures de sécurité

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire et son personnel ainsi que ses éventuels sous-traitants sont tenus de respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation et de faire preuve de discrétion professionnelle.

Sauf accord préalable du pouvoir adjudicateur, ils s'interdisent notamment toute communication écrite ou verbale, à des tiers, de faits, informations, études et décisions dont ils pourraient avoir connaissance en cours d'exécution des prestations objet de l'accord-cadre.

Les supports (fichiers ou documents) transmis ou mis à disposition du prestataire dans le cadre de la prestation sont confidentiels. Ils ne peuvent en aucun cas, ni être utilisés pour un autre usage que celui de la réalisation du contrat, ni transmis à des tiers et devront être restitués à l'administration à sa demande.

A noter que conformément aux dispositions de l'article 2.2.2 du CCTP, le titulaire a pour obligation, à la fin de l'accord-cadre, de restituer gratuitement à Toulouse INP l'ensemble de la base de données des profils voyageurs constituée durant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à consulter préalablement l'administration par écrit avant toute utilisation commerciale de la signature de l'accord-cadre et de toutes les pièces et éléments d'information prévus au contrat.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité.

Les conditions relatives à la RGPD seront définies conformément à l'annexe dédiée au CCTP.

Article 4 – Durée du contrat

4.1 – Durée du contrat

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de deux ans qui commence à courir à compter de sa date de notification, laquelle est prévue au 1^{er} janvier 2026.

Il peut ensuite être reconduit pour une période de deux ans. La durée maximale du contrat ne pourra excéder quatre ans.

Les premières commandes seront effectuées à compter de la mise en service du SBT par le titulaire.

4.2 – Reconduction

Conformément à l'article R2112-4 du Code de la Commande Publique, la reconduction est tacite et le titulaire ne peut s'y opposer. La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 1 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

Article 5 – Délais d'exécution

Le présent contrat ne devient définitif et ne peut recevoir exécution qu'après notification au titulaire. La notification de l'accord-cadre entraîne début d'exécution des prestations de mise en place de la plateforme de réservation en ligne (paramétrage et chargement des profils), sans que ces prestations ne fassent l'objet de la notification préalable d'un bon de commande. Les autres prestations (billetterie, prestations supplémentaires éventuelles [PSE], tranche optionnelle...) font l'objet de bons de commande qui pourront être émis par l'ensemble des services et composantes de Toulouse INP au fur à et à mesure des besoins.

Article 6 – Prix

6.1 – Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations exécutées par le titulaire au titre du présent accord-cadre sont rémunérées par application des prix mentionnés en euros au bordereau des prix unitaires de l'accord-cadre.

Le bordereau des prix unitaire afférents à l'accord-cadre affiche :

- les prix unitaires des frais d'agence (transaction fee) (coût unitaire de la transaction) en distinguant les prix applicables au offline de ceux applicables au online ;
- les prix unitaires pour les autres frais (autres prestations de services, assurances et prestations d'accompagnement) ;
- Les prix unitaires de la prestation supplémentaire éventuelle obligatoire
- Les prix unitaires de la tranche optionnelle (module de gestion des ordres de mission).

Aux frais d'agence (coûts unitaires à la transaction) s'ajoutent :

- le prix du transport ou le prix de l'hébergement
- le prix des éventuels services associés aux prestations de transport.

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations.

6.2 – Modalités de variation des prix

Les prix de l'accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les tarifs applicables sont ceux connus par l'administration à la date du bon de commande.

6.2.1 – Variation des frais d'agence et des prix des assurances et autres services

Les prix unitaires des frais d'agence (coûts de la transaction en offline et en online) ainsi que les frais d'assurance et autres services sont révisables annuellement, à la date de reconduction du contrat par application aux prix initiaux du marché d'un coefficient de révision (Cr) donné par la formule :

$Cr = I_n/I_0$ dans laquelle :

- I_0 est la valeur de l'indice I au mois zéro (M_0)

- In est la dernière valeur définitive de l'indice I publié le 1er jour du mois n.

Choix de l'indice de référence I : indice mensuel SYNTEC consultable sur le site de la Fédération Syntec sous le lien <https://www.syntec.fr/indicateurs/indice-syntec/> Conformément aux dispositions de l'article 10.2.3 du CCAG-FCS, le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur. Par contre, le prix révisé est arrondi au centième d'euros le plus proche.

Les révisions de prix font l'objet d'une validation préalable du pouvoir adjudicateur. A cet effet, le titulaire s'engage à faire parvenir ses prix révisés (les bordereaux des prix révisés) par courrier électronique au service des achats et marchés publics de Toulouse INP (marches@inp-toulouse.fr) avec un préavis minimum de 2 mois avant la date prévue de reconduction de l'accord-cadre.

La seule transmission des prix révisés à l'administration n'équivaut toutefois pas à leur acceptation. En effet, les nouveaux prix du marché ne pourront entrer en vigueur qu'à la condition qu'ils aient été validés préalablement et de manière expresse par Toulouse INP.

6.2.2 – Variation des prix relatifs à la plateforme de réservation en ligne et à la dématérialisation des flux

Les prix forfaitaires des prestations relatives à la plateforme de réservation en ligne et à la dématérialisation des flux sont fermes et non actualisables.

6.3 – Clause de sauvegarde

L'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à : 5 % l'an pour les frais de gestion relatives aux prestations.

6.4 – Offres promotionnelles

Le titulaire informe et fait bénéficier Toulouse INP des prix ou offres promotionnels pratiqués par les prestataires de transport et d'hébergement à l'ensemble de leur clientèle. A défaut d'information et/ou d'application des prix ou offres promotionnelles, le titulaire encourt, par manquement constaté et sans mise en demeure préalable, la pénalité prévue à l'article 14.5 du présent CCAP.

Article 7 – Garanties financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

Article 8 – Avance

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

8.1 – Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à deux (2) mois, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant du bon de commande, si la durée de son exécution est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant du bon de commande divisé par cette durée exprimée en mois. Ce taux est fixé à 30,00 % lorsque le titulaire du marché public est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R2151-13 du Code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en oeuvre d'une clause de variation de prix. Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant, toutes taxes comprises, du bon de commande. Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

8.2 – Garanties financières de l'avance

Aucune garantie financière ne sera demandée au titulaire pour le versement de l'avance.

Article 9 – Modalités de règlement des comptes

9.1 – Présentation des demandes de paiement

Paiement par carte logée

Le règlement des prestations est effectué au moyen d'une carte logée (appelée également « carte voyageur »).

2 cartes logées seront opérationnelles (INP / SCCP).

Présentation du Relevé d'Opérations (ROP)

Conformément à l'ordonnance n° 2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, toutes les factures doivent être transmises sous forme électronique depuis le 1er janvier 2020.

Conformément aux dispositions de l'article 4.1 du décret n°2016-1478 du 2 novembre 2016 relatif au développement de la facturation électronique, l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

L'organisme financier retenu adresse un relevé d'opérations périodique dématérialisé à Toulouse INP pour mise en paiement par le comptable public.

Le ROP est déposé sur chorus pro.

L'accès au portail chorus Pro se fait par l'adresse suivante : <https://chorus-pro.gouv.fr>.

Référencement Chorus Pro Institut National Polytechnique de Toulouse :

- SIRET unique : 193 113 818 00127

- Code Service pour les fournisseurs privés : FACTURES_ENTREPRISES_PRIVEEES

L'utilisation de la carte logée ne modifie pas les règles d'exécution des marchés publics et les engagements de l'agence de voyages titulaire du présent marché.

Le titulaire de l'accord-cadre reste responsable de l'exécution de l'accord-cadre et doit apporter les solutions aux litiges inhérents au ROP (relevé d'opérations) transmis par l'organisme financier, notamment quand le litige est de son fait.

Compte tenu de la mise en place d'un compte logé pour la fourniture des billets et la location de voiture, Toulouse INP n'est plus redevable d'un paiement au titulaire de l'accord-cadre et que ce dernier renonce à toute forme de paiement direct par Toulouse INP des créances nées ou à naître au titre de l'accord-cadre exécuté par carte logée dont il est titulaire.

Le titulaire de l'accord-cadre propose dans son offre technique les modalités de mise en place d'une carte logée. Ce compte logé permet de centraliser par site le paiement, par relevé d'opération périodique (ROP), des dépenses engagées auprès du titulaire pour les prestations objet de l'accord-cadre.

Les commandes de billets et les réservations déjà payées au titre d'un ROP peuvent faire l'objet de modifications ou d'annulations par Toulouse INP, susceptibles à ce titre de donner lieu à remboursement.

Le remboursement au profit de Toulouse INP peut s'effectuer par l'émission par l'agence de voyages d'un avoir au crédit du compte technique, repris dans le relevé d'opérations qui est transmis par l'organisme financier à Toulouse INP.

Dans le cas de dépenses indues, à ce titre non justifiables du service fait (erreurs d'affectation au compte technique par exemple), Toulouse INP signale les erreurs à l'organisme financier. Un avoir sera émis lors de l'émission du prochain ROP.

A l'appui du ROP, le titulaire met à disposition de Toulouse INP des factures pour chaque prestation, le lendemain de la confirmation de la réservation.

Cette mise à disposition peut se faire via une plateforme dédiée.

9.2 – Avoirs

Les prestations facturées mais dont l'annulation est demandée par Toulouse INP auprès du titulaire font l'objet d'avoirs, et le montant du service rendu à l'acte d'annulation.

En cas d'annulation par Toulouse INP d'un voyage ou d'un hébergement à statut "modifiable et remboursable", le titulaire émet un avoir qui correspond à la différence entre le prix total de la prestation et le montant retenu par le prestataire selon ses conditions commerciales, déduction faite, éventuellement, du coût du service rendu.

Dans le cas d'une prestation à statut non modifiable, non remboursable, Toulouse INP paiera 100 % du prix augmenté du montant du service rendu même si la prestation n'a pas été effectuée.

9.3 – Paiement des relevés d'opérations périodiques (ROP) et des taux d'intérêts moratoires

Le ROP est payé au plus tard le 30ème jour suivant la date certaine de sa réception acceptée par Toulouse INP.

Conformément aux articles L2192-12 et L2192-13 du Code de la commande publique, lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

Le retard de paiement ne constitue pas une cause licite de coupure de service.

Article 10 – Conditions d'exécution des prestations

Adresse de livraison ou d'exécution :

La livraison ou l'exécution des prestations est effectuée à l'adresse figurant sur le bon de commande.

Obligation d'information et de conseil :

Dans le cadre de sa mission, le titulaire de l'accord-cadre a une obligation d'information et de conseil. A ce titre, il s'engage à informer l'administration de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations objet du présent accord-cadre. En vertu de son obligation de conseil, le titulaire de l'accord-cadre s'engage également à inciter, recommander et préconiser des solutions adaptées aux besoins du bénéficiaire.

Equipe dédiée à l'exécution des prestations :

Le titulaire de l'accord-cadre est engagé, sur toute la durée du contrat, sur l'expérience et le niveau de compétences de l'équipe pour la mise en place et le suivi d'exécution de l'accord-cadre (interlocuteur unique, équipe projet et équipe dédiée de la plateforme de réservation offline), et ce conformément à son offre. Aussi, si un des membres nommément désigné de l'équipe dédiée n'est pas en mesure,

même temporairement, d'accomplir sa mission, le titulaire doit en aviser sans délai le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite de la bonne exécution des prestations. Pour ce faire, il met à disposition du pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences et d'une expérience au moins équivalente et dont il lui communique à l'université les coordonnées complètes. A défaut, et par dérogation à l'article 41 du CCAG-FCS, l'accord-cadre pourra être résilié pour faute du titulaire.

Formations du personnel :

Les formations initiales des utilisateurs de Toulouse INP au SBT sont effectuées gratuitement par le titulaire. Ces formations consistent à expliquer à travers des exercices pratiques les fonctionnalités du système de commande en ligne. En cours d'exécution de l'accord-cadre, Toulouse INP peut demander au titulaire des prestations des formations supplémentaires, notamment à destination des nouveaux utilisateurs ; ces prestations sont payantes et tarifées dans le bordereau de prix. Toutes les formations comprennent la remise des supports de formation et des manuels d'utilisation rédigés en langue française (1 par type de profil : voyageur, chargé de voyage, valideur, administrateur) au SBT et à la prestation offline.

Article 11 – Constatation de l'exécution des prestations

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

11.1 – Constatation de l'exécution des prestations liées à la plateforme de réservation en ligne

L'exécution des prestations fait l'objet de vérifications approfondies lesquelles, par dérogation à l'article 23.2 du CCAG-FCS, comprennent deux étapes que sont la vérification d'aptitude (VA) et la vérification de service régulier (VSR) telles que définies ci-après.

Vérification d'aptitude :

La vérification d'aptitude (VA) a pour but de constater que la plateforme de réservation en ligne présente les caractéristiques techniques qui les rendent aptes à remplir les fonctions précisées dans le CCTP.

Le délai imparti au pouvoir adjudicateur pour procéder à cette vérification d'aptitude et notifier par écrit sa décision est de 30 jours calendaires à compter de la livraison de la plateforme.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de 15 jours calendaires à compter de la date de livraison du module de gestion des notes de frais (tranche optionnelle) pour procéder à cette vérification d'aptitude et notifier par écrit sa décision.

Si la vérification est positive, le pouvoir adjudicateur déclare l'aptitude de la plateforme et/ou du module en tranche optionnelle et procède ensuite à la vérification de service régulier. Si la vérification d'aptitude est négative, le pouvoir adjudicateur prend une décision d'ajournement ou de rejet conformément aux stipulations des articles 30.2 et 30.4 du CCAG-FCS.

Vérification de service régulier :

La vérification de service régulier (VSR) a pour but de constater que la plateforme de réservation en ligne est capable d'assurer un service régulier dans les conditions normales d'exploitation pour remplir les fonctions visées. La VSR s'effectue après mise en production effective de la plateforme. La durée de la vérification de service régulier est de un (1) mois au maximum à compter de la date d'aptitude de la plateforme.

Concernant le module de gestion des notes de frais (tranche optionnelle), la VSR s'effectue après mise en production effective du module. La durée de la vérification de service régulier est de un (1) mois au maximum à compter de la date d'aptitude du module.

Le service est réputé régulier si la durée cumulée, sur le mois de VSR, des indisponibilités imputables à chaque élément de la plateforme ou du module ne dépasse pas 2 heures. A l'issue de cette période, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS. Il dispose d'un délai maximal de sept jours pour notifier par écrit au titulaire sa décision. Si la vérification de service régulier est positive, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations. Si la vérification de service régulier est négative, le pouvoir adjudicateur prononce soit l'ajournement avec vérification de la régularité de service pendant une période supplémentaire d'un mois, soit l'admission avec réfaction, soit le rejet des prestations. Pour toute décision d'ajournement ou de rejet même partiel, entraînant l'impossibilité d'effectuer des commandes online, les commandes seront effectuées via la plateforme offline et tarifées sur la base du online.

11.2 – Constatation de l'exécution des autres prestations objet du marché

Les autres prestations objet du marché (délivrance de billets et vouchers, formations, fourniture de comptes rendus...) font l'objet de vérifications quantitatives et qualitatives approfondies qui sont effectuées dans un délai de 15 jours à compter de la date de livraison, conformément aux articles 27 et 28.2 du CCAG-FCS. A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 29 et 30 du CCAG-FCS.

Article 12 – Garantie des prestations

Les garanties légales telles que définies aux articles 1641 et suivants du Code civil (vices cachés), 1245 et suivants du Code civil (produits défectueux) et L421-1, L421-3 et L421-4 du Code de la consommation (obligation de sécurité) s'appliquent aux fournitures et prestations du présent contrat.

Article 13 – Maintenance de la plateforme de réservation en ligne

Les prestations dues par le titulaire dans le cadre de la maintenance de la plateforme de réservation en ligne sont définies à l'article 5 du CCTP. En cas de dépassement des délais contractuels de résolution de la plateforme définis à l'article 14.3 du présent CCAP, des pénalités pour dysfonctionnement

pourront être appliquées au titulaire, sans autre formalité, conformément aux stipulations de l'article précité.

Article 14 – Pénalités

Les pénalités listées ci-dessous sont cumulables et par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, applicables sans mise en demeure ni exonération de pénalités. Toutefois, par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant cumulé des pénalités est plafonné, pour chaque bon de commande, à 30% du montant du bon de commande.

14.1 – Pénalités pour retard dans la mise en place de la plateforme de réservation en ligne

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS et en l'absence de force majeure dûment constatée, Toulouse INP se réserve le droit d'appliquer une pénalité d'un montant de 100 euros HT par jour de retard pour la mise en place de la plateforme de réservation en ligne (ou du module en tranche optionnelle), tel que défini à l'article 4.1 du CCTP, ou le cas échéant dans l'offre du titulaire si les délais sont plus favorables à Toulouse INP. Tout jour de retard entamé est dû. Durant cette période transitoire de retard, le titulaire devra parallèlement proposer des solutions alternatives, aux conditions financières du service online, permettant la réalisation des prestations objet du présent accord-cadre.

14.2 – Autres pénalités pour retard d'exécution des prestations

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités P suivantes :

<i>Objet de la pénalité pour retard</i>	<i>Délai maximum ou date limite</i>	<i>Montant de la pénalité</i>
Retard de transmission du devis (CCTP : 48 heures ouvrées au maximum et 4 heures maximum pour les urgences) / modification / assistance suite à une demande offline	Délais contractuels de transmission exprimés par le titulaire dans le CRT	P = 10 € HT par heure de retard
Retard de délivrance des titres de transports et des voucher	Délais contractuels de délivrance exprimés par le titulaire dans CRT	P = 50 € HT par billet ou voucher délivré en retard

Retard de transmission des documents à transmettre dans le cadre de l'exécution du contrat (comptes rendus de réunion, statistiques, restitution de la base de données des profils voyageurs....)	Sept jours calendaires suivant la réunion pour les comptes rendus, date limite définie par l'université pour les autres documents	P = 100 € HT par semaine de retard et par documents
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-----------------------------------------------------

14.3 – Pénalités pour dysfonctionnement de la plateforme de réservation en ligne

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS et en l'absence de force majeure dûment constatée, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, les pénalités forfaitaires définies par niveau d'anomalie :

- anomalie bloquante : empêchant toute utilisation de la plateforme ;
- anomalie majeure : n'empêchant pas l'utilisation de la plateforme mais en diminuant l'efficacité, la vitesse de recherche, ou l'étendue des affichages ;
- anomalie mineure : toute autre anomalie.

Anomalie	Délai contractuel maximum de résolution	Pénalité en € HT
Mineure	Résolution définitive dans la prochaine montée de version.	50€ par jour de retard constaté en cas d'absence de résolution définitive lors de la montée en version suivant l'apparition de l'anomalie
Majeure	Résolution avec solution de contournement sous 24 heures ; Résolution définitive sous 5 jours ouvrés	Passés les délais contractuels maximum de résolution : 100€ par jour de retard constaté
Bloquante	24 heures	Passé le délai contractuel maximum de résolution : 200€ par heure de retard constatée

En cas d'indisponibilité prolongée des applications informatiques (au-delà de 4 heures continues) et sans préjudice de l'application des pénalités susmentionnées, le titulaire met à disposition un dispositif alternatif offline tarifé en online.

14.4 – Pénalités pour non respect des délais de gestion des litiges

En cas de non-respect par le titulaire du délai maximal de 24h pour accuser réception des litiges au bénéficiaire, Toulouse INP se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 50€ HT par jour de retard constaté.

En cas de non-respect par le titulaire du délai maximal de dix (10) jours ouvrés pour communiquer la résolution des litiges (si la cause du litige est interne au titulaire), ou de trente (30) jours ouvrés (si la cause du litige est externe au titulaire), Toulouse INP se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité de 100€ HT par jour de retard constaté.

Dans le cas où plus d'1% du nombre total annuel de réclamations transmises sont imputables au titulaire, pour chaque réclamation transmise une fois de seuil dépassé, Toulouse INP se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 100€ HT par réclamation transmise et imputable au titulaire.

14.5 – Pénalités pour non-respect de l'obligation de proposer le tarif le plus bas

En cas de non-respect par le titulaire de proposer ou d'afficher les tarifs les plus bas disponibles au moment de la demande, sans privilégier une compagnie en particulier, Toulouse INP se réserve le droit de lui appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire d'un montant de 150 € HT par faute constatée.

Toulouse INP peut utiliser des copies d'écran pour prouver les différences de prix constatées.

14.6 – Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10,00 % du montant maximum TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

Article 15 – Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 5 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

Article 16 – Résiliation du contrat

16.1 – Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5,0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-3 et suivants du code de la commande publique, ou en application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

16.2 – Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

Article 17 – Règlement des litiges et langues

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Toulouse est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 18 – Dérogations

- L'article 2 du CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 10 du CCAP déroge à l'article 41 du CCAG – Fournitures Courantes et Service
- L'article 11.1 du CCAP déroge à l'article 23.2 du CCAG - Fournitures Courantes et Services
- L'article 14 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG - Fournitures Courantes et Services